

## Cahier des Clauses Administratives Particulières

CCAP S25VOYA

PRESTATION AGENCE DE VOYAGES

## SOMMAIRE

Article 1.	OBJET DU MARCHE .....	3
Article 2.	ALLOTISSEMENT.....	3
Article 3.	DUREE DU MARCHE.....	3
Article 4.	DOCUMENTS CONTRACTUELS .....	3
Article 5.	MARCHES DE PRESTATIONS SIMILAIRES.....	4
Article 6.	MODALITES D'EXECUTION DES PRESTATIONS.....	4
6.1.	Représentation des parties.....	4
6.2.	Conditions d'exécution.....	4
6.3.	Obligations du titulaire.....	5
6.4.	Clauses environnementales.....	8
6.5.	Traitement de données à caractère personnel.....	8
6.6.	Constatation de l'exécution des prestations .....	9
6.7.	Garantie.....	9
6.8.	Pénalités.....	9
Article 7.	REGIME FINANCIER.....	11
7.1.	Forme et contenu des prix.....	11
7.2.	Tarification avantageuse.....	11
7.3.	Avances.....	11
7.4.	Modalités financières.....	12
7.5.	Modalités de facturation.....	13
Article 8.	DISPOSITIONS DIVERSES.....	15
8.1.	Forme des notifications et des informations.....	15
8.2.	Langue.....	15
8.3.	Sous-traitance.....	15
8.4.	Assurances.....	16
8.5.	Autres obligations administratives.....	16
8.6.	Résiliation .....	17
8.7.	Exécution aux frais et risques du titulaire .....	18
8.8.	Différends.....	18
8.9.	Litiges et contentieux.....	18

## **Article 1. OBJET DU MARCHE**

- Le présent marché a pour objet des prestations de service d'agence de voyages relatives aux déplacements professionnels des salariés de l'Ineris en France et à l'étranger.
- Les prestations principales portent sur la réservation, l'émission et la délivrance de titres de transport aérien, ferroviaire, maritime, le cas échéant, de leur modification ou annulation et le paiement des transporteurs.
- Les prestations accessoires (obtention de cartes d'abonnement, réservation de nuitées d'hôtels, de location de véhicule courte durée) peuvent éventuellement être demandées.

Le paiement des factures se fera par carte logée.

## **Article 2. ALLOTISSEMENT**

- Le marché n'est pas alloti.

## **Article 3. DUREE DU MARCHE**

- Le marché est conclu pour une durée de 12 mois renouvelable par période de 12 mois dans la limite totale de 24 mois.
- Le marché prendra effet à compter du 16 avril 2026 ou de la notification si celle-ci était postérieure.
- Le marché ne fait l'objet d'aucune reconduction.

Dans le cas où, en raison d'un cas de force majeure, le marché devait être suspendu, le marché sera prolongé d'une durée au moins identique à la durée de suspension.

- Dans tous les cas, cette prolongation sera formalisée par voie d'avenant.

## **Article 4. DOCUMENTS CONTRACTUELS**

Le marché est constitué des éléments contractuels énumérés ci-dessous, par ordre de priorité décroissante :

- L'acte d'engagement (AE S25VOYA) ;
- Le cahier des clauses administratives particulières (CCAP S25VOYA) et ses éventuelles annexes ;
- Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP S25VOYA) et ses éventuelles annexes : Annexe BPU ;
- Le cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de fournitures courantes et de services ;
- La charte fournisseur disponible sur le site internet de l'Ineris ([www.ineris.fr](http://www.ineris.fr)) ;
- Le Cadre de Réponse Technique (CRT) ;
- L'offre du Titulaire dans toutes ses dispositions conformes aux documents qui précèdent dont le mémoire technique.

Sauf en cas d'erreur manifeste, en cas de contradiction entre des documents de nature différente ou de rang différent, il est expressément convenu entre les parties que les dispositions contenues dans le document de rang supérieur prévaudront pour les obligations se trouvant en conflit d'interprétation.

## **Article 5. MARCHES DE PRESTATIONS SIMILAIRES**

- L'acheteur pourra négocier, avec le titulaire, sans publicité préalable et sans mise en concurrence, un marché de prestations similaires en application du code de la commande publique.

## **Article 6. MODALITES D'EXECUTION DES PRESTATIONS**

### **6.1.Représentation des parties**

#### **6.1.1. Représentation de l'acheteur**

- Dès la notification du marché, l'Ineris désigne une ou plusieurs personnes physiques, habilitées à le représenter auprès du titulaire, pour les besoins de l'exécution du marché.

#### **6.1.2. Représentation du titulaire**

- Le titulaire désigne une ou plusieurs personnes physiques, habilitées à le représenter auprès de l'acheteur, pour les besoins de l'exécution du marché.
- 
- Cet ou ces interlocuteurs sont désignés dans l'offre du titulaire.
- Le titulaire est tenu d'informer, sans délai, l'acheteur de toute modification d'interlocuteur désigné.

### **6.2.Conditions d'exécution**

#### **6.2.1. Remplacement des intervenants**

- Le Prestataire désignera dès le début du marché un responsable technique ou référent ainsi qu'un responsable commercial ou référent qui seront les interlocuteurs dédiés de l'Ineris.
- Ces derniers auront la charge du suivi du bon déroulement du marché.
- 
- Tout changement de responsable technique ou commercial ou référent devra être notifié à l'Ineris par écrit dans un délai de 15 jours précédant le changement effectif d'interlocuteur.

#### **6.2.2. Délais d'exécution**

- Le point de départ du délai d'exécution est le 17 avril 2026.
- Lorsque le titulaire est mis dans l'impossibilité de respecter le délai contractuel, il doit formuler une demande expresse de report de délai exposant clairement les circonstances du retard prévu, la date de survenance du fait générateur et le délai supplémentaire demandé dans les conditions prévues au CCAG de référence.

#### **6.2.3. Les exigences relatives aux prestations**

- Le titulaire réalise la prestation en conformité avec les règles de l'art.
- Il s'engage également à :
  - informer l'Ineris régulièrement de l'état d'avancement de la prestation,
  - participer aux réunions qui seront planifiées soit dans le CCTP, soit lors du lancement de la prestation.
- Le Prestataire fournira, dans son offre un planning de la prestation afin de vérifier la conformité des délais proposés au besoin de l'Ineris. Celui-ci sera confirmé lors de la réunion de démarrage du marché.

- 
- Le Prestataire s'engage à réaliser l'ensemble des prestations demandées au présent marché.
- Au cas où l'Ineris omettrait de citer dès le présent document, une mission imposée par la réglementation en vigueur, le prestataire est tenu d'en avertir immédiatement l'Ineris. A défaut, cette mission est réputée comprise dans l'offre de base.
- Le personnel du prestataire restera sous son entière responsabilité, notamment en matière de sécurité et d'environnement. Il lui appartient de fournir tous les équipements de protection nécessaires et adaptés à la prestation ainsi que toutes les consignes adaptées.
- Le prestataire continuera à assurer à l'égard de son personnel toutes les obligations sociales et fiscales. Le prestataire continuera également à couvrir son personnel en matière d'accident du travail, de maladies professionnelles et de responsabilité civile.

### 6.3.Obligations du titulaire

#### 6.3.1. *Obligation de conseil*

- Le prestataire doit mener à bonne fin l'exécution du marché dans le respect du cahier des clauses techniques particulières, à cet effet, il doit notamment :
- S'engager à apporter tout le soin nécessaire à l'exécution du marché, à respecter les règles de l'art, les dispositions légales et réglementaires et les usages applicables à la profession.
  - Réaliser ses prestations avec du personnel dont la qualification et les compétences seront adaptées au résultat attendu.
  - Déclarer sur l'honneur qu'il est en règle vis-à-vis de ses obligations d'emploi de travailleurs handicapés (article L.323.1 du Code du travail, pour les entreprises de 20 salariés et plus dans la proportion de 6% de l'effectif total).
  - Respecter les obligations résultant des lois et règlements relatifs à la protection de la main d'œuvre, à la santé, à la sécurité et aux conditions de travail et notamment les obligations résultant des articles L 8231-1, L 8241-1, L 3243-2, L 3243-4, L 1221-10, L 8221-1, L 8221-5, L 8521-1, L 5221-8 et L 1221-13 du code du travail.
  - L'hygiène et la sécurité font partie intégrante de la bonne exécution de la prestation et le prestataire s'engage à prendre à sa charge toutes les mesures particulières qui seraient nécessaires eu égard à la nature ou aux conditions de réalisation des prestations.
  - S'abstenir de tout ce qui pourrait nuire à l'activité de l'Ineris.
  - Signaler par écrit à l'Ineris dans un délai maximum de 24 heures à compter de leur survenance, tous les faits qui peuvent justifier une demande ou une réclamation, ainsi que les difficultés qu'il rencontre.
  - Respecter et faire respecter scrupuleusement les consignes générales du site de l'Ineris relatives, entre autres, aux horaires d'ouverture et de fermeture, au stationnement des véhicules et autres dispositions existantes et à venir, que l'Ineris lui communiquera.
  - Désigner à l'avance à l'Ineris, les intervenants qui devront pénétrer dans ses locaux.
  - Justifier qu'il a rempli ses obligations fiscales et sociales, et fournir toutes attestations qui lui seraient demandées à ce sujet.

- Fournir, à la demande de l'Ineris, la justification de sa qualification ou classification professionnelle pour les prestations, objet du présent marché.
- Se soumettre à tous contrôles relatifs à l'exécution de ses obligations.

#### **6.3.2. Obligation d'information**

- Le titulaire est tenu de signaler à l'acheteur tous les éléments qui lui paraissent de nature à compromettre la bonne exécution des prestations.

#### **6.3.3. Obligations de confidentialité**

- Le titulaire met en œuvre les moyens appropriés afin de garder confidentiels les informations, les documents et les objets auxquels il a accès lors de l'exécution du marché, sans qu'il soit besoin d'en expliciter systématiquement le caractère confidentiel.
- Ces informations, documents ou objets ne peuvent être, sans autorisation expresse de l'acheteur, divulgués, publiés, communiqués à des tiers ou être utilisés directement par le titulaire, hors du marché ou à l'issue de son exécution.
- Le titulaire s'engage à faire respecter ces obligations à l'ensemble de son personnel, le cas échéant à ses sous-traitants et fournisseurs.
- L'acheteur peut demander, à tout moment, au titulaire, de lui retourner les éléments ou supports d'informations confidentielles qui lui auraient été fournis.
- La violation de l'obligation de confidentialité par le titulaire peut entraîner la résiliation du marché aux torts du titulaire.

#### **6.3.4. Mesures de sécurité**

- Toute personne relevant du titulaire ou de ses sous-traitants est soumise, le cas échéant, à des mesures de sécurité qu'il s'agisse d'accès physiques à des locaux ou d'accès logiques à des informations.

#### **6.3.5. Responsabilité du titulaire**

- Le titulaire est tenu de mettre en œuvre, dans le cadre des missions qui lui sont confiées, tous les procédés et moyens lui permettant de réaliser les prestations conformément aux spécifications du cahier des charges.
- 
- Pour les prestations qui lui incombent, le titulaire doit strictement respecter les délais, les coûts et les niveaux de qualité prévus dans les documents contractuels régissant le marché.
- Les prestations doivent être conformes aux prescriptions de l'ensemble des normes homologuées ou à toute norme européenne équivalente. Cette disposition vaut non seulement pour les normes en vigueur au jour de la passation du marché mais également pour toutes les nouvelles normes qui deviendraient effectives en cours d'exécution du marché.
- 
- Toutes les vérifications ou contrôles qui pourraient être effectués par l'Ineris n'exonèrent en rien la responsabilité du prestataire au titre de ses obligations.
- Toutes les prestations effectuées par le prestataire le seront avec son personnel, son matériel ou le matériel mis à sa disposition qui est et restera sous sa seule et entière responsabilité.
- Le prestataire est responsable des dommages causés à l'occasion de l'exécution des obligations résultant du présent marché.
- Le prestataire garantit l'Ineris contre tous recours, contraventions, amendes qui pourraient s'exercer contre eux du fait de la non-observation par le prestataire du droit des tiers ainsi que de la réglementation applicable au prestataire notamment en matière d'hygiène et sécurité.
- Le prestataire garantit qu'il dispose de tous les droits sur les matériels nécessaires à la bonne exécution du marché.
- Il est précisé que tous règlements amiables et transactions effectués par le prestataire ou ses assureurs, sans l'accord de l'Ineris, sont inopposables à ce dernier.
- Le prestataire assurera, toutes les conséquences de la responsabilité civile qu'il encourt en

application du droit commun vis-à-vis de l'Ineris et de ses entreprises hébergées en raison de tous dommages corporels et/ou matériels et/ou immatériels causés aux tiers par son propre personnel ou par tout bien meuble ou immeuble dont il aurait le contrôle, la direction ou la garde ou pour la part des obligations lui incombant.

- Pour les prestations réalisées sur site, le prestataire garantit l'Ineris et ses entreprises hébergées contre tous recours et actions exercées contre ce dernier de ce chef, et ce aussi longtemps que la responsabilité de l'Ineris et ses entreprises hébergées pourra être recherchée.
- Le prestataire s'engage également à assister l'Ineris et ses entreprises hébergées, à leur demande, dans tous les litiges qui pourraient l'opposer à un tiers du fait du présent marché.

#### **6.4.Clauses environnementales**

- Dans une volonté de protection de l'environnement, il est fait application de conditions d'exécution des prestations comportant des éléments à caractère environnemental.
- 
- Les clauses environnementales inscrites au présent CCAP portent notamment sur les prestations de transport et les prestations hôtelières.
- Les exigences à respecter à minima par le titulaire sont les suivantes :
  - Location de véhicules de courte durée : le titulaire s'engage à proposer en premier choix, à chaque fois que cela est possible, ces types de véhicules propres, électriques ou hybride rechargeable.
  - Prestations hôtelières : le titulaire s'engage à recourir à chaque fois que cela est possible à des structures hôtelières engagées dans des démarches respectueuses de l'environnement.
- D'une manière générale, le titulaire aura la capacité de produire les émissions de GES lors de l'établissement des devis, au regard des modes de déplacement envisagés et distances concernées.

##### **6.4.1. Transparence et suivi des performances environnementales des prestations :**

Chaque année le Titulaire transmet à l'Ineris :

- le kilométrage parcouru au cours de l'année (total et par service) ;
- le volume des émissions de CO2 de l'année lié aux déplacements ;
- la part annuelle d'utilisation de véhicules propres "hybrides rechargeables et électriques".
- Un rapport d'analyse annuel permettant de suivre l'évolution de ces engagements.

D'autres éléments statistiques pourront être demandés à tout moment dans le cadre de l'exécution du présent marché sans frais additionnel notamment au travers d'un outil de reporting annuel.

#### **6.5.Traitement de données à caractère personnel**

-  
Dans le cadre de leurs relations contractuelles, les parties s'engagent à respecter la réglementation en vigueur applicable au traitement de données à caractère personnel et, en particulier, le règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 applicable à compter du 25 mai 2018 (ci-après, « le règlement européen sur la protection des données »).

Le Prestataire s'engage notamment à

- Traiter les données uniquement pour la ou les seule(s) finalité(s) qui fait/font l'objet des prestations ;
- Traiter les données conformément aux règlements relatifs au RGPD.



- Disposer d'un responsable de traitement.
- Garantir la confidentialité des données à caractère personnel traitées dans le cadre du présent Marché ;
- Veiller à ce que les personnes autorisées à traiter les données à caractère personnel en vertu du présent marché respectent la confidentialité de l'ensemble des données dont ils auront connaissance.
- Prendre en compte, s'agissant de ses outils, produits, applications ou services, les principes de protection des données dès la conception et de protection des données par défaut.
- Informer sans délais l'Ineris de toute violation ou défaillance dans l'exécution du présent règlement.
- Fournir à l'Ineris :
  - o Le nom et les coordonnées du responsable de traitement pour le compte duquel il agit, des éventuels sous-traitants et, le cas échéant, du délégué à la protection des données ;
  - o Les catégories de traitements effectués pour le compte du responsable du traitement ;
  - o Les moyens permettant de garantir la confidentialité, l'intégrité, la disponibilité et la résilience constantes des systèmes et des services de traitement ;

#### **6.6.Constataction de l'exécution des prestations**

- L'Ineris se réserve la possibilité d'effectuer un contrôle des prestations en termes de respect des horaires des navettes et ou en termes de respect des conditions de transport du personnel.

#### **6.7.Garantie**

- La garantie prévue au CCAG de référence s'exerce indépendamment de la garantie légale pour vices cachés prévue aux articles 1641 et suivants du code civil.

#### **6.8.Pénalités**

Pour tout manquement aux dispositions du présent marché et par dérogation aux articles 14 du CCAG FCS, l'Ineris se réserve le droit d'appliquer tout ou partie des pénalités suivantes.

##### ***6.8.1.Indemnités pour retard dans l'implémentation de la solution voyage pour l'Ineris***

Le Prestataire s'engage à implémenter la solution de voyage de sorte de permettre à l'Ineris une utilisation à la date de démarrage du marché.

En cas de retard dans l'implémentation de la solution voyage, le Titulaire peut se voir appliquer une pénalité forfaitaire de 150 euros HT par jour de retard.

##### ***6.8.2.Pénalité pour indisponibilité des outils ou rupture de service***

En cas d'indisponibilité des outils ou de rupture de service imputable au Titulaire, supérieure à 2 heure, le Titulaire peut se voir appliquer une pénalité forfaitaire de 150 euros HT par heure d'indisponibilité.

Par ailleurs, il est convenu entre les Parties qu'en cas d'indisponibilité de l'outil de réservation en ligne, le Titulaire s'engage à continuer à appliquer la tarification de l'On-line pour toute demande de prestation quand bien même serait-elle formulée en Off-line.

Par ailleurs si l'Ineris constate régulièrement des temps de réponse trop long ou des absences de réponse trop fréquente, il se réserve le droit d'appliquer une pénalité de 30 euros par appel manqué. Ces appels manqués sont caractérisés notamment si/

- Le Titulaire présente des statistiques de disponibilité par téléphone inférieures à 99 %
- L'Ineris constate régulièrement plus de 5 sonneries lors d'un appel.

#### **6.8.3. Pénalité pour défaut d'exécution**

- En cas de non-respect du délai de résolution définitif d'une anomalie, le Prestataire encourt, sans mise en demeure préalable, une pénalité de 150 € HT par anomalie.
- 
- Par ailleurs en cas d'erreur ou de retard du Titulaire dans l'émission du billet, le Titulaire est tenu de prendre en charge la différence de prix en cas de hausse de prix lors de la réémission du billet sans mise en demeure préalable.

#### **6.8.4. Pénalité pour non-respect des engagements de qualité de service**

En cas de non atteinte des niveaux de performance à atteindre des indicateurs de qualité sur la période de référence détaillés à l'article 2.5 du CCTP, le Titulaire encourt sans mise en demeure préalable une pénalité forfaitaire de 150 euros HT par indicateur.

#### **6.8.5. Pénalités en cas de non-respect de l'obligation de fournir un devis sous 4 heures**

En l'absence de cas de force majeure dûment constatée, le Titulaire peut se voir appliquer une pénalité forfaitaire de 150 euros HT par devis non transmis dans les quatre (4) heures suivant la demande.

#### **6.8.6. Pénalités pour non-respect de l'obligation de proposer le tarif le plus bas**

En cas de non-respect de proposer ou d'afficher les tarifs les plus bas disponibles au moment de la demande, sans privilégier une compagnie en particulier, l'Ineris se réserve le droit d'appliquer des pénalités financières d'un montant de 100 euros HT par cas constaté.

#### **6.8.7. Pénalités pour autre manquements**

En cas de manquement, l'Ineris se réserve le droit de faire exécuter sa commande par un autre Prestataire aux frais et risques du Titulaire.

Le cas échéant, le Marché peut être résilié aux torts du Titulaire en application de l'article 41 du CCAG-FCS. En cas de résiliation, les pénalités sont éventuellement appliquées jusqu'à la veille incluse du jour de la date d'effet de la résiliation.

Chacun des manquements aux obligations définies dans le cadre du présent Marché peut donner lieu à pénalisation. Les différentes pénalités ne sont pas exclusives les unes des autres et peuvent être cumulées le cas échéant.

Le décompte des pénalités est notifié de façon expresse au Titulaire et précise la partie pénalisable. A réception, le Titulaire dispose d'un délai de quinze (15) jours pour présenter ses observations. Passé ce délai, il est réputé avoir accepté les pénalités. En cas d'ajournement d'une prestation, les pénalités continuent d'être encourues jusqu'à la nouvelle présentation par le Titulaire susceptible d'être admise. Le montant des pénalités ainsi établies vient en déduction des paiements à effectuer au titre de la facture suivante.

Les pénalités font l'objet d'un titre de recette après constatation et validation formelle par le prestataire et l'acheteur.

Sauf stipulation contraire, les pénalités sont cumulatives.

#### **6.8.8. Plafonnement des pénalités**

- Le montant total des pénalités encourues est plafonné à **20 %** de la valeur des prestations.

**Commenté [DG1]:** Difficile de faire plus. Il existe un usage dans les pratiques commerciales qui tendent à fixer ce montant. Dans la pratique, si nous sommes amenés, sur un marché à pratiquer jusque 20% de pénalités en principe c'est qu'on est arrivé à un stade où on devrait résilier le marché.

#### **6.8.9. Seuil d'exonération des pénalités**

- Le seuil d'exonération des pénalités est fixé à 300 euros HT pour l'ensemble du marché.

### **Article 7. REGIME FINANCIER**

#### **7.1. Forme et contenu des prix**

- La forme de prix est forfaitaire. Ils sont cependant révisables dans les conditions définies au présent marché.
- Les prix du marché sont ceux proposés par le prestataire et acceptés par l'Ineris.
- Les prix sont réputés comprendre toutes les dépenses résultant de l'exécution des prestations y compris les taxes fiscales et parafiscales frappant obligatoirement la prestation, les frais de déplacement, d'hébergement, de bouche et de secrétariat ou tout autre frais pouvant être rendu nécessaire pour l'exécution de la mission.
- Ces prix seront indiqués Hors Taxes et Toutes Taxes Comprises avec indication du taux de T.V.A.
- Tout dépassement des coûts ou toutes diligences supplémentaires par le Prestataire, qui ne sont pas prévues dans l'offre initiale ou qui n'a pas fait l'objet d'un avenant signé par l'Ineris, n'ouvrira pas droit à rémunération complémentaire.
- Les versements ne seront effectués que dans la mesure où les prestations définies dans les documents contractuels sont réalisées.

#### **7.2. Tarification avantageuse**

Le Titulaire s'engage à faire bénéficier l'Ineris de tarifs préférentiels, négociés, promotionnels ou autres dès lors que ces tarifs sont compatibles avec le bon déroulement du marché et quelle que soit la destination ou que la prestation ait ou non été prévue au bordereau des prix.

Le Titulaire s'engage à rechercher systématiquement la solution la plus compétitive en fonction de la demande et à appliquer les tarifs publics les plus avantageux.

Les prix figurant sur chaque proposition et sur chaque facture font obligatoirement une décomposition entre :

- D'une part, le prix correspondant au seul coût du titre du transport et de toute autre prestation entrant dans le cadre du présent Marché,
- D'autre part, la rémunération du Titulaire (« honoraire de transaction » qui correspond à une commission unitaire forfaitaire par type de transaction);
- Le prix du transport comprend le prix du billet délivré aux meilleures conditions économiques. Les prix sont réputés complets et comprennent toutes les charges fiscales, parafiscales ou autres frappant obligatoirement la prestation et frais annexes y afférant résultant de l'exécution des prestations, sauf dispositions particulières applicables au transport aérien.

Le Titulaire assure le paiement direct et systématique des fournisseurs (compagnies aériennes, compagnies d'assurances, loueurs de voiture, prestations hôtelières, etc.) sans surfacturation au travers de la carte dite carte logée.

#### **7.3. Avances**

- Aucune avance n'est prévue pour ce marché.

## 7.4.Modalités financières

### 7.4.1. Répartition des paiements

- Les factures seront payables à 30 jours date de facture et devront être adressées uniquement au service facturier de l'agence comptable via le portail CHORUSPRO.
- 
- Le paiement des prestations sera réalisé de la manière suivante :
- Tous les 15 jours, le prestataire adressera à l'Ineris une facturation détaillée indiquant notamment
  - Le n° de facture,
  - Le numéro d'ordre de mission,
  - La date de la facture,
  - Le nom/prénom du voyageur,
  - Le service ou direction du voyageur,
  - Le nom/prénom du demandeur,
  - Les éléments de facturations : CGR,
  - Le type de prestation et sa description,
  - Le montant TTC/prestation ainsi que le montant HT global avec la TVA.

L'INERIS se réserve le droit de demander à tout moment au Titulaire de fournir les justificatifs des dépenses figurant sur les factures.

### 7.4.2. Révision des prix

Les prix du marché sont fermes pour la durée initiale du marché soit douze (12) mois.

#### • Ajustement des prix de transport et d'hébergement :

Les prix du transport sont ajustables en fonction de l'évolution des tarifs publics édités par les transporteurs ou des tarifs négociés s'ils existent au moment des demandes validées de prestations de voyage.

L'ajustement se fait à la hausse comme à la baisse. Chaque nouveau tarif public accepté par Ineris sera considéré comme tarif contractuel de référence dans le cadre de l'exécution du Marché.

**Les nouveaux tarifs publics n'ont pas à être actés par voie d'avenant.**

#### • Révision de la Rémunération du Titulaire :

Les prix du présent Marché se réfèrent à la situation économique correspondant au mois de remise de l'offre du titulaire.

Les prix sont fermes pendant une durée d'un an à compter de la date de notification du marché. Au-delà de la première année, les frais de transaction pourront être révisés annuellement, à la demande écrite du Titulaire, à compter de la date anniversaire du Marché, selon la formule suivante :

$$P_n = P_{(n-1)} \times (0,20 + (0,80 \times S / (S-1)))$$

dans laquelle :

- $P_n$  = le prix révisé de l'année  $n$ ,
- $P_{(n-1)}$  = le prix de l'année  $n-1$ , au jour de la date de notification du présent Marché.

- S= le dernier indice des prix de production des services français pour les marchés extérieurs (BtoE) – CPF 79 – Activité des agences de voyage, voyagistes, services de réservation et activités connexes, publié à la date de notification du présent Marché de l'année n.
- **(S-1)** = le dernier indice des prix de production des services français pour les marchés extérieurs (BtoE) – CPF 79 – Activité des agences de voyage, voyagistes, services de réservation et activités connexes, en vigueur à la date de notification du présent Marché de l'année n-1.

Identifiant INSEE – 010596653,

Le Titulaire souhaitant réviser ses prix devra informer, par tout moyen et au plus tard à la date anniversaire du marché.

Le Titulaire devra certifier que les prix pratiqués n'excèdent pas ceux qu'il applique dans des conditions similaires à l'égard de l'ensemble de sa clientèle. Il s'engage, tout au long de l'exécution du présent Marché, à donner au représentant du pouvoir adjudicateur, sur sa demande, toute justification permettant de vérifier cette conformité.

La formule de révision de prix est applicable à toutes les prestations commandées à partir de cette date. La révision de prix ne donne pas lieu à la conclusion d'un avenant.

#### **7.5. Modalités de facturation**

- Le paiement est effectué via la carte logée de l'Ineris.

##### **1.1.1 Carte logée**

L'Ineris dispose d'un compte carte logée permettant le paiement globalisé des dépenses engagées auprès du Titulaire du marché.

Ces dépenses comprennent toutes les prestations liées à la préparation d'une mission, soit a minima :

- Les billets d'avion sur les compagnies traditionnelles,
- Les low cost (LCC),
- Les billets de train,
- Les nuitées d'hôtel,
- Les locations de véhicules,
- Les services annexes (visas),
- Les rémunérations du Titulaire.

L'opérateur responsable de la prestation relative à la carte logée de l'INERIS prend en charge le règlement des prestations liées aux déplacements professionnels, en France ou à l'international, effectuées par le Titulaire du présent marché. L'opérateur responsable de la prestation relative à la carte logée du présent marché est désigné comme "agence agréée carte logée" par l'INERIS. Le Titulaire du marché s'engage à conclure un contrat d'acceptation de carte logée avec l'opérateur responsable de la prestation relative à la carte logée du présent marché, au plus tard à la date de prise d'effet du présent marché et pour les prestations de billetterie telles que définies au titre du présent cahier des charges.

A titre d'information, l'opérateur actuel est AIRPLUS.

Le Titulaire du marché est rémunéré sur le compte carte logée de l'Ineris ouvert par l'opérateur responsable de la prestation relative à la carte logée dans ses livres.

#### **7.5.1. Mentions obligatoires**

- Les factures comprennent les mentions suivantes :
- La date d'émission de la facture,
- La désignation de l'émetteur et du destinataire de la facture,
- Le code du service exécutant (ou In° de siret),
- La référence du marché (numéro d'engagement juridique),
- Le numéro unique basé sur une séquence chronologique et continue établie par l'émetteur de la facture, la numérotation pouvant être établie dans ces conditions sur une ou plusieurs séries,
- Le montant total hors taxes et le montant de la taxe à payer, ainsi que la répartition de ces montants par taux de taxe sur la valeur ajoutée, ou, le cas échéant, le bénéfice d'une exonération,
- La période de facturation,
- La quantité et la dénomination précise des produits livrés et de la prestation réalisée,
- Le prix unitaire hors taxes des produits livrés, des prestations ou, lorsqu'il y a lieu, leur prix forfaitaire,
- Le nom du voyageur,
- Le numéro d'ordre de mission et de CGR.

#### **7.5.2. Taux de TVA**

Sont applicables les taux de TVA en vigueur lors du fait générateur de la taxe au sens de l'article 269 du code général des impôts.

#### **7.5.3. Monnaie**

L'unité monétaire qui s'applique est l'Euro.

#### **7.5.4. Transmission des factures**

La transmission des factures s'effectue par voie dématérialisée.

Le titulaire a le choix entre plusieurs modes de transmission des factures :

##### **1) Mode portail :**

Utiliser le portail Chorus Pro accessible par internet en se connectant à l'URL <https://chorus-pro.gouv.fr> aux fins de soit :

- déposer ses factures sur le portail ;
- saisir directement ses factures ;

##### **2) Mode service ou API (Application Programming Interface)**

Chorus Pro offre l'ensemble de ses fonctionnalités sous forme de services intégrés dans un portail tiers. L'émetteur de facture s'identifie via les API, et accède à l'ensemble des services de Chorus Pro comme par exemple le dépôt ou saisie de factures, le suivi du traitement des factures, l'adjonction et téléchargement de pièces complémentaires, etc.

##### **3) Mode EDI (Echange de données informatisées)**

Envoyer ses factures par raccordement direct à la solution mutualisée ou à partir d'un système tiers par transfert de fichier.

Chorus Pro permet des échanges d'informations par flux issus des systèmes d'information des fournisseurs. L'émetteur de facture adresse ses flux soit directement à Chorus pro soit par l'intermédiaire d'un opérateur de dématérialisation.

**Préalables techniques et réglementaires :** pour connaître les conditions techniques (guide utilisateurs du portail, kit de raccordement technique et spécifications du format normalisé d'échange) et réglementaires dans lesquelles s'opère la dématérialisation des

factures, le titulaire est invité à consulter le portail internet suivant :

<https://communaute.chorus-pro.gouv.fr/>

Pour tout renseignement complémentaire, le titulaire peut s'adresser à :

<https://chorus-pro.gouv.fr/cpp/utilisateur?execution=e3s1> / - rubrique « nous contacter »

En cas de première mise en place de la facturation électronique et dans le respect de l'obligation de transmission des factures par voie dématérialisée telle que précisée à l'article 3 de l'ordonnance n°2014-697 relative au développement de la facturation électronique, le titulaire dispose d'un délai maximum de « **trois mois** », à compter de la notification, pour être opérationnel dans la mise en œuvre de la facturation par voie dématérialisée.

Durant ce délai, le titulaire peut remettre une facture papier. Les factures sont établies en un seul original et envoyées à l'adresse suivante : **Service facturier de l'agence comptable**  
Parc technologique Alata - BP2 - 60550 Verneuil en Halatte

Passé ce délai, en cas de difficultés avérées dans la mise en place de la facturation électronique lors de l'exécution du marché public, et sur demande expresse du titulaire justifiant des difficultés rencontrées, le titulaire peut remettre une facture papier dans le délai provisoire qui lui a été accordé.

Durant ce délai, le titulaire remet une facture papier envoyée en un seul original à l'adresse renseignée ci-dessus.

## Article 8. DISPOSITIONS DIVERSES

### 8.1. Forme des notifications et des informations

L'acheteur notifie au titulaire les décisions ou informations qui font courir un délai, par tous moyens permettant d'attester la date de réception.

En cas de dématérialisation, les échanges se font par messagerie électronique

### 8.2. Langue

Tous les documents remis par le titulaire sont rédigés en langue française.

Dans le cas où le titulaire ne peut délivrer un document en langue française, il le fournit, à sa charge, accompagné d'une traduction en français.

### 8.3. Sous-traitance

L'acceptation des sous-traitants et l'agrément de leurs conditions de paiement sont soumis aux dispositions légales et réglementaires en vigueur.

La sous-traitance totale des prestations est interdite.

Afin d'obtenir l'acceptation et l'agrément de l'acheteur, le titulaire doit présenter son sous-traitant par le biais de l'acte spécial de sous-traitance, dont les formalités sont comprises dans le formulaire DC4 ou équivalent (téléchargeable sur :

- <https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>
- <https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-mise-a-jour-formulaire-declaration-sous-traitance-dans-marches-publics>).

Cet acte mentionne : la nature des prestations sous-traitées envisagée, le nom, la raison ou la dénomination sociale et l'adresse du sous-traitant, le montant maximum des sommes à verser par paiement direct au sous-traitant, les conditions de paiement prévues et le cas échéant les modalités de variation de prix, les capacités financières et professionnelles du

sous-traitant.

L'acheteur doit accepter ou refuser le sous-traitant et agréer ses conditions de paiement. Passé un délai de 21 jours à compter de la remise du DC4 et, le cas échéant, de la remise de l'exemplaire unique pour nantissement (ou du certificat de cessibilité), l'acheteur est réputé avoir accepté le sous-traitant et agréé les conditions de paiement.

#### **8.4.Assurances**

Chaque prestataire intervenant dans le cadre du présent marché à un titre quelconque et quelle que soit sa situation juridique, doit être titulaire d'une police personnelle de Responsabilité Civile pendant et après la prestation, couvrant les dommages de toutes natures causés à l'Ineris et aux tiers :

- pendant la durée des prestations du fait de la réalisation de celles-ci,
- après réalisation des prestations du fait d'un événement dommageable occasionné par les prestations, le personnel ou les matériels du prestataire.

L'attestation d'assurance devra être transmise à l'Ineris au plus tard à compter de la date de la commande et avant tout commencement d'exécution.

Chaque année, si la prestation n'est pas achevée, le prestataire devra transmettre la nouvelle attestation à jour.

En cas de carence du prestataire, l'Ineris se réserve le droit de verser directement aux compagnies d'assurances les primes qui pourraient leur rester dues au titre du présent marché. Celles-ci seront alors prélevées sur le solde dû au prestataire. Si cette procédure s'avérait inapplicable, l'Ineris se réserve le droit de souscrire l'assurance nécessaire pour le compte et aux frais du prestataire défaillant.

L'attestation de la compagnie d'assurances, que le prestataire doit présenter, doit dater de moins de 3 mois et indiquer que la ou les polices ci-dessus définies sont en bon état de validité et que le prestataire lui-même est en règle du paiement des primes exigibles.

Cette attestation devra préciser outre l'identité de la compagnie d'assurances, le numéro de la ou des polices, la nature des activités garanties, le montant des capitaux garantis par catégorie de risque par sinistre et par an, le montant des franchises et elle devra faire état d'une reconnaissance du prestataire à l'assureur, du droit de notifier à l'Ineris tous faits de nature à provoquer la suspension ou la résiliation des garanties de cette police d'assurance.

Cette attestation devra être émise par la direction de la compagnie d'assurances et non par le courtier ou l'agent.

L'Ineris se réserve le droit d'exiger une augmentation du plafond de l'assurance de Responsabilité Civile par catégorie de risque si les prestations nécessitent une garantie plus étendue que celle souscrite par le prestataire.

#### **8.5.Autres obligations administratives**

Le titulaire est tenu de notifier sans délai à l'acheteur les modifications survenant en cours d'exécution et notamment celles qui se rapportent :

- aux personnes ayant le pouvoir de l'engager ;
- à la forme juridique sous laquelle il exerce son activité ;
- à sa raison sociale ou à sa dénomination ;
- à son adresse ou à son siège social ;
- aux renseignements qu'il a fournis pour l'acceptation d'un sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement ;

De façon générale, toutes les modifications importantes de fonctionnement de concernant le titulaire et pouvant influencer sur le déroulement du marché doivent être notifiés à l'acheteur.

En cas de manquement, l'acheteur ne saurait être tenu pour responsable des conséquences



pouvant en découler, et notamment des retards de paiement.

Si le titulaire, et le cas échéant ses sous-traitants, recourent à des salariés détachés, ils doivent produire, préalablement au début du détachement, les documents suivants justifiant de la régularité de ses obligations au regard de l'article L.1262-1 du code du travail :

- a) Une copie du document désignant le représentant sur le territoire national mentionné conformément aux articles R.1263-2-1 et suivants du code du travail ;
- b) Une copie de la déclaration de détachement effectuée sur le téléservice « SIPSI », conformément aux dispositions des articles R.1263-4-1 et R.1263-6-1 du code du travail.

## 8.6. Résiliation

L'acheteur peut résilier le marché public dans les cas prévus aux articles L.2195-1 à L.2195-6 du code de la commande publique. Le présent marché peut être résilié de plein droit par l'Ineris en cas d'inexécution par le Prestataire d'une ou plusieurs de ses obligations contenues dans le présent marché et ses annexes.

Cette résiliation devient effective deux mois après l'envoi par l'Ineris d'une lettre recommandée avec accusé de réception exposant les motifs de la plainte, à moins que dans ce délai le Prestataire n'ait satisfait à ses obligations ou n'ait apporté la preuve d'un empêchement consécutif à un cas de force majeure.

Le présent marché pourra également être résilié de manière unilatérale par l'Ineris sans motif. La résiliation devient effective dans un délai de 3 mois suivant l'envoi de la décision de résiliation par courrier en recommandé avec accusé de réception.

Seront néanmoins remboursés les frais engagés par le Prestataire à la date de notification de la fin du marché.

En cas de résiliation sans motif, le Titulaire du marché percevra une indemnité de résiliation anticipée équivalente à 3% du montant du marché restant dû à la date de résiliation.

L'exercice de la faculté de résiliation ne dispense pas le Prestataire de remplir les obligations contractées jusqu'à la date de prise d'effet de la résiliation et ce, sous réserve de dommages et intérêts dus à l'Ineris du fait de la résiliation anticipée du contrat.

Le présent marché pourra également être résilié aux torts exclusifs du Titulaire dans les cas suivants :

- a) Le Titulaire a fait obstacle aux opérations de vérification par l'Ineris ;
- b) Le Titulaire a sous-traité en contrevenant aux dispositions législatives et réglementaires relatives à la sous-traitance ;
- c) Le Titulaire a communiqué des informations techniques de nature à compromettre la bonne exécution du marché ;
- d) Le Titulaire s'est livré, à l'occasion de l'exécution du marché, à des actes frauduleux
- e) Le Titulaire ou le sous-traitant ne respecte pas les obligations relatives à la confidentialité, à la protection des données à caractère personnel et à la sécurité,
- f) Diffusion de 3 courriers de signification de manquement aux prestations ou d'application de pénalité sur 12 mois continus,
- g) Dépassement du plafond des pénalités applicables sur 12 mois.

Postérieurement à la signature du marché, les renseignements ou documents produits par le Titulaire, à l'appui de sa candidature ou exigés préalablement à l'attribution du marché, s'avèrent inexacts.

Cette résiliation intervient sans mise en demeure préalable, sans délai et sans indemnisation du Titulaire.

Cette résiliation ne fait pas obstacle à l'application des pénalités à hauteur du préjudice subi.

### **8.7.Exécution aux frais et risques du titulaire**

L'exécution aux frais et risques s'effectue dans les conditions prévues au CCAG de référence.

### **8.8.Différends**

L'acheteur et le titulaire s'efforcent de régler à l'amiable tout différend éventuel relatif à l'interprétation des stipulations du présent marché public ou à l'exécution des prestations.

En cas de différend, les acheteurs et le titulaire peuvent recourir au comité consultatif de règlement amiable compétent ou au médiateur des entreprises des différends relatifs aux marchés publics conformément aux dispositions des articles R.2197-1 à R.2197-24 du code de la commande publique.

### **8.9.Litiges et contentieux**

Le présent marché est régi par le droit français.

Le tribunal compétent pour le règlement des litiges est le tribunal administratif d'Amiens

14 Rue Lemerchier,  
80000 Amiens  
03 22 33 61 70

